

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 422 - Juin 2025

édito

“ Je change
les choses que
je ne peux pas
accepter. ”
Angela Davis

sommaire

- Edito **1**

- Congrès de l'union
départementale CGT
du Var **2**

- La retraite à 64 ans... **3**

- Réunion des syndiqués
de la BdB de Draguignan **3**

- Le danger des extrêmes-
droites dans le monde
épisode 18 **4**

- Appel de l'UCR-CGT **5**

- Déserts médicaux...
- Numéro spécial de
"La Vie Ouvrière" **6**

Face aux périls actuels, plus que jamais, renforçons nos luttes syndicales. Le récent congrès de l'Union Départementale a permis de tirer un bilan lucide de la période traversée par notre organisation, mais aussi de réaffirmer les axes essentiels de notre combat syndical. Dans un contexte d'attaques sociales continues, de menaces d'extrême-droite grandissantes et de durcissement des rapports de force, nous avons réaffirmé la nécessité d'une CGT combattive, offensive, ancrée sur les lieux de travail, auprès des retraités et proche des revendications concrètes.

En présence de notre secrétaire générale confédérale Sophie Binet, le débat sur l'extrême-droite a été très instructif. Les intentions antisyndicales et antisociales, de cette extrême droite, ne sont plus à démontrer et ne doivent tromper personne. Derrière ses discours prétendument sociaux, elle reste fondamentalement alignée sur les intérêts du capital et du patronat. Elle constitue un danger mortel pour les droits des travailleurs, des jeunes et des retraités, pour les libertés syndicales et pour la démocratie elle-même.

A l'approche des échéances politiques, elle tente d'instrumentaliser la colère populaire pour mieux la retourner contre les plus fragiles. À nous de la combattre pied à pied.

Dans le champ de la santé, le pouvoir continue de céder au lobby des médecins, aux dépens des services publics et de l'accès aux soins. Les reculs sur la régulation des installations, le refus de répondre à l'exigence de planification des installations, le refus de répondre à l'exigence dans les déserts médicaux, la casse programmée de l'hôpital public témoignent d'un choix politique clair : préserver les intérêts privés plutôt que garantir la santé de toutes et tous.

Sur le plan international, la CGT continue de porter haut et fort sa voix pour la paix. Une motion adoptée au Comité Général de l'UCR ce mois-ci rappelle avec force notre engagement pour le désarmement, le respect du droit international et la résolution politique des conflits, par l'intermédiaire de l'ONU.

Dans un monde toujours plus militarisé, où les dépenses d'armement explosent tandis que les budgets sociaux sont rognés, notre voix est essentielle pour défendre une autre logique : celle de la solidarité, de la justice et de la paix entre les peuples.

Enfin nous saluons la parution de la NVO spéciale, consacrée aux 130 ans de la CGT. En nous appuyant sur notre histoire, en restant fidèles à nos principes, soyons à la hauteur des enjeux du présent.

Avec la CGT, collectivement, avançons !

Michel Camatte

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

Un congrès de l'union départementale CGT du Var très offensif

Les 23, 24 et 25 avril 2025 au Pradet s'est tenu le 69ème congrès de l'union départementale CGT du Var.

Étaient présents, 43 syndicats, 17 fédérations et 128 délégués. 14 camarades de notre syndicat y ont participé : Michel Canestrelli, Michel Camatte, Alain Bolla, Daniel Cesana, Alain Glemet, Myriam Pellat, Jean-François Vicens, Patrick Buvat, Jean Herquin, Franck Servel, Claude Abellon, Jean-Pierre Kaspepek. Après l'accueil, les élections des présidences, du bureau du congrès et des commissions (mandats, amendements, candidatures) un hommage a été rendu aux camarades disparus durant le mandat.

Après le repas et le rapport d'actualité présenté par Richard Romeo Giberti, le débat général a débuté.

Le congrès s'est déroulé dans une chaleureuse ambiance, avec des débats où l'importance de la formation des syndiqués a été rappelée dans plusieurs interventions. La nécessaire implication des syndicats dans



l'inter pro avec les difficultés que ça implique ainsi que la diminution du temps syndical ont été largement évoquées.

Pour le syndicalisme retraité, Brigitte Cheinet pour l'USR Var, a estimé qu'il ne fallait pas limiter le rôle des syndiqués à la retraite à un accompagnement et une présence dans les manifestations, sans qu'ils puissent peser sur les décisions de leurs syndicats. Car en effet, si le retraité ne vit plus à l'entreprise et que ses préoccupations se situent essentiellement au niveau de son quartier ou de son village, il n'en reste pas moins que la défense des services publics, le droit à la santé, l'augmentation des salaires comme des pensions, concernent également retraités et salariés. C'est tous ensemble qu'on fait la force de la CGT. Pour l'USR il semble donc important, de réfléchir ensemble à la place du syndicalisme retraité dans les unions départementales.

Vint ensuite l'intervention de Sophie Binet sur la situation sociale du pays avec notamment les milliers de licenciements à venir par les plans sociaux annoncés, ArcelorMittal entre-autres et bien sûr, la situation internationale avec la montée des extrême-droites partout dans le monde. Elle a aussi participé justement à un débat sur le combat de la CGT dans le Var contre les idées de l'extrême droite.

Pour la dernière matinée, avant un repas fraternel, a eu lieu l'élection des 32 membres de la commission exécutive ainsi que les trois membres de la commission Financière de contrôle. Richard Romeo Giberti a été reconduit secrétaire général de l'union départementale. Deux membres de notre syndicat ont été élus à la CE : Myriam Pellat et Jean-François Vicens.

Alain Glemet



La retraite à 64 ans... c'est toujours **NON !**

Jeudi 5 juin, partout en France, grèves, manifestations ou rassemblements à l'appel de la CGT et de la FSU, pour exiger notamment, l'abrogation de la réforme des retraites.



Dans le Var, deux rassemblements ont eu lieu à Toulon et Draguignan. A Toulon c'est sur la place de la liberté à 11 heures que le rendez-vous était fixé... Prise de parole CGT/FSU et pique-nique organisé par la CGT.

Pendant ce temps, à l'Assemblée Nationale, la résolution déposée par le groupe communiste, pour réclamer l'abandon du report de l'âge de départ à 64 ans a été

adoptée par 198 voix pour et 35 contre. Si ce vote démocratique, qui est le premier sur ce dossier des retraites, n'a malheureusement aucune valeur normative, il doit constituer un levier pour redynamiser cette bataille. C'est sans doute pour cette raison que cette information a été allègrement passée sous silence par les médias aux ordres du Capital... A suivre donc !

Notre syndicat invité à la réunion des syndiqués-es de la BdD de Draguignan

C'est le 15 mai à 9 heures, à St Raphaël, que le syndicat CGT de la BDD de Draguignan nous avait conviés à participer à une réunion champêtre avec leurs syndiqués-es.

C'est sur le merveilleux site de la plage du Dramont, lieu chargé d'histoire puisqu'il s'agit de la plage du débarquement de Provence le 15 août 1944, que cette rencontre était organisée.

Notre Secrétaire général Michel Canestrelli étant sur Montreuil à la Fédération FNTE, notre syndicat avait mandaté deux camarades, Alain Glemet et Daniel Cesana.



24 actifs dont 6 femmes (sur 47 adhérents) étaient présents et ont animé des débats et discussions très enrichissants sur la syndicalisation, la continuité syndicale, la

camaraderie et bien sûr, la fraternité. Un grand merci au syndicat de la BdD pour cette initiative et leur invitation.

Daniel Césana

« PÉ RICLÈ S » : le plan pour porter l'extrême-droite et le RN au pouvoir !

Vous n'avez peut-être jamais entendu parler de ce plan, initié par le milliardaire ultraconservateur et homme d'affaire proche de l'extrême-droite, Pierre-Édouard STÉRIN. Pourtant, il est utile et urgent de s'y intéresser de près car son ambition est de porter le Rassemblement National au pouvoir.

Ce mois-ci, nous allons donc vous donner les premiers éléments de compréhension de ce plan, pour lequel Stérin va « investir » plus de 150 millions d'Euros sur les prochaines années pour, selon ses dires, « promouvoir les valeurs clés de l'extrême-droite et sauver la France » ! Tout d'abord, il faut savoir que « PÉRICLÈS » est l'acronyme de : « Patriotes-Enracinés-Résistants-Identitaires-Chrétiens-Libéraux-Européens-Souverainistes »... Tout un programme... qui a le mérite de la clarté !

Un programme, que la classe ouvrière et tous les démocrates doivent connaître, afin de bien comprendre ce qui se joue avec ce dangereux projet qui vise à asseoir l'hégémonie des idées d'extrême-droite pour conquérir l'appareil d'État. Les objectifs énoncés dans le plan ne laissent planer aucun doute : « **Promouvoir la liberté d'entreprendre, le bien, le beau, la famille, la place du christianisme, l'identité nationale...** » (Là, on n'est pas loin du « Travail-Famille-patrie » de triste mémoire) et pour ce faire, « **combattre l'hyper étatismisme, le socialisme et l'assistanat, la laïcité agressive, le wokisme, les lois liberticides et tous ceux qui s'opposent à la préférence nationale** ».

Le plan annonce une chronologie en trois étapes pour sa réalisation : la victoire idéologique, la victoire électorale et la victoire Politique... Au service du

Capital et de la réaction bien sûr.

Dans le prochain journal, celui de septembre, nous y reviendrons plus en détails.

L'ACTUALITÉ DE LA FACHOSPHERE !

Dissolutions politiques : collusion des droites et des extrêmes-droites !

Pendant qu'en Allemagne, le pouvoir engage une importante opération de « dédagisme » de groupes néonazis, en France le gouvernement arrête des militants qui luttent pour la démocratie et dissout l'association antifasciste « Jeune Garde », ainsi que l'organisation « Urgence Palestine ». Initiatives gouvernementales qui s'inscrivent dans une répression croissante des mouvements sociaux, syndicaux et associatifs qui luttent pour les libertés.

Fascisation des médias : Christophe Barbier aux manettes !

Marine Le Pen condamnée pour dé-

tournements de fonds publics : le bon Christophe éructe : « *De quel droit un juge se permet-il de faire interdire un candidat à une élection ?* ».

En fait Christophe : « De quel droit un juge se permet-il de juger ? Confirmation que ce « journaliste » à horreur de l'État de droit ! Et le fascisme aussi, au regard des réactions des extrêmes-droites et des droites-extrêmes après le jugement.

Dans le silence des médias le RN s'attaque aussi aux droits des enfants adoptés !

C'est tout le groupe RN à l'assemblée qui a défendu un amendement, afin que l'accession à la nationalité française pour les enfants adoptés, disparaisse du Code Civil, sous prétexte que : « *la nationalité française se mérite* » ! C'est le jeune député Yoann Gillet, visiblement non dédiable, qui a piloté cette attaque. Rien d'étonnant à cela compte-tenu de son profil réactionnaire et néolibéral, farouche opposant à

l'augmentation du SMIC, au retour de l'ISF, à la régulation des déserts médicaux, aux prix planchers pour les agriculteurs...

On ne se refait pas !

Michel Renouf



.....
RAPPEL :
Prochaine journée de formation UD « Lutter contre l'extrême-droite... »
26 septembre 2025.

Appel de l'UCR-CGT pour la paix, le désarmement, pour une défense nationale indépendante

La guerre est de retour aux portes de l'Europe et dans de nombreuses régions du monde. Les budgets militaires explosent, la menace nucléaire revient, les logiques de blocs s'affrontent. Et pendant ce temps, les urgences sociales, écologiques et sanitaires sont ignorées.

Face à ce danger, l'UCR-CGT dit clairement :

LA PAIX EST UN CHOIX POLITIQUE

La guerre n'est pas une fatalité. La paix se construit par la justice sociale, la coopération entre les peuples, le respect de la souveraineté. L'UCR-CGT, porte une voix forte contre la militarisation, pour que l'argent des bombes serve enfin à répondre aux vrais besoins des populations : vivre dignement, se soigner, apprendre, travailler.

Des choix doivent être faits : plus de guerre ou plus de justice sociale ?

MOBILISONS-NOUS POUR IMPOSER LA PAIX

Nous appelons les salarié·es, les retraité·es, les jeunes, les citoyen·nes à se mobiliser.

Une autre politique est possible, le Comité général, réuni ce jour, revendique :

- Une défense nationale indépendante, non alignée et non agressive, au service du peuple et non des puissances ou des marchands d'armes.

- La sortie de l'Otan (1), alliance militaire qui nourrit les logiques de confrontations, d'ingérence et de guerre, ainsi que sa suppression.

- Le renforcement du rôle de l'Onu (2), seule institution légitime pour



garantir la paix, prévenir les risques et faire respecter le droit international.

- Un désarmement progressif, notamment nucléaire, car des millions d'euros sont engloutis dans des armes de destruction massive, alors qu'il en manque cruellement pour la santé, l'école, les salaires, les retraites et la transition écologique.

- La signature et la ratification par la France du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), entré en vigueur le 22 janvier 2021.

- La création d'un Pôle public national de défense, pour la réinternali-

sation de nos missions industrielles et de nos plans de charge, ainsi que pour la conception qui auront pour finalité de garantir une défense nationale, indépendante et non agressive, d'assurer la défense et la sécurité des citoyen·nes et du territoire, et non pas de protéger les intérêts du capital.

Non, les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. Un autre monde est possible, un monde sans guerre ni domination.

Il dépend de notre mobilisation collective.

Faire vivre nos valeurs de paix et de désarmement, afin de garantir la sécurité des êtres humains, doit constituer une obligation fondamentale dans ce monde. Quelle que soit leur origine, ce sont les travailleuses, les travailleurs et les peuples qui sont les premières victimes des guerres et des conflits, engendrant des situations de misère, de pauvreté et de déplacements massifs de populations.

**L'UCR-CGT
se mobilise pour
la paix, la justice
sociale et la souveraineté des peuples.**

(1) **Otan** : Organisation du traité de l'Atlantique nord - (2) **Onu** : Organisation des Nations unies

Déserts médicaux : la solution d'avenir... les centres de santé publics !

Alors que nous vivons une pénurie de médecins sans précédent dans de nombreuses spécialités et que 15% des français ne trouvent pas de médecin traitant, une timide tentative de régulation de l'installation des praticiens sur la territoire est engagée.

Mais celle-ci fait l'objet d'une fronde du lobby des médecins libéraux et de leurs syndicats, pour préserver leur totale liberté d'installation au nom de leurs petits intérêts égoïstes, alors qu'ils sont au service de la santé de la population.

UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

Sept millions de personnes, dont 700 000 en ALD, n'ont pas de médecin traitant. 1,6 millions renoncent chaque année à des soins par manque de médecins.

8500 étudiants en médecine sont formés par an. Le besoin annuel serait de 15 000 pour remplacer les départs.

Les inégalités de santé sont énormes et de plus en plus fortes selon les territoires du fait de cette situation. S'y ajoutent celles liées à

la situation sociale, aux attaques répétées contre la sécurité sociale... Se soigner devient de plus en plus cher et de plus en plus difficile.

Il est urgent de passer à autre chose et de sortir de la médecine libérale actuelle en excluant les activités marchandes du domaine de la santé.

POUR LA CGT, LA SOLUTION... DES CENTRES DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRES ET PUBLICS

Ces centres de santé publics, (à ne pas confondre avec les « maisons de santé » qui fleurissent un peu partout et fonctionnent sur le schéma de la médecine libérale) qui pourraient être portés par la Sécurité sociale ou qui seraient rattachés à des hôpitaux publics, au mouvement mutualiste ou à des collectifs. Les caractéristiques de ces

centres sont : la non lucrativité, le tiers payant, pas de dépassements d'honoraires, des professionnels de santé salariés, l'accès à la santé pour tous et coordination des équipes de soignants.

Les médecins travailleraient en équipe pluridisciplinaires au sein de la structure ou en réseau avec les hôpitaux, les Ehpad, les services de soins infirmiers à domicile, pour garantir la permanence des soins. Ils seraient déchargés du travail administratif.

Les médecins eux-mêmes y trouveraient ainsi leur compte, en matière de qualité de vie, et de conditions de travail. C'est d'ailleurs ce à quoi aspirent les nouvelles générations de praticiens.

Un combat syndical à mener d'urgence !

Michel Renouf

Commandez ce numéro exceptionnel dès maintenant



A l'occasion des 130 ans de la CGT, « La Vie Ouvrière » publie un numéro spécial, entièrement consacré à l'histoire de la CGT, à ses valeurs fondatrices et actuelles, mais aussi à son organisation.

Il aborde également les défis auxquels la CGT est ou sera confrontée, dans un monde où le « vivre ensemble » est remis en question par le capitalisme. Ce numéro anniversaire, à vocation pédagogique pour les nouveaux syndiqués et les élus et mandatés, **est aussi particulièrement utile aux syndiqués plus anciens, notamment les retraités, soucieux d'approfondir leurs connaissances sur la CGT.**

Ce numéro « Collector » vendu 9,50 euros, est un outil essentiel au service de la démarche revendicative de la CGT.

Pour le commander : prendre contact avec le syndicat par téléphone, par SMS ou par mail.

Tel : 04 94 18 94 57 et 07 61 25 72 00

SMS : 07 61 25 72 00

Mail : retraitescgtvarmindef@gmail.com